

Document

Les Etats-Unis, les monopoles et le gouvernement de l'argent.

(Œuvres avril 1939 – L.Trotsky)

Concentration de la richesse et croissance des contradictions de classe

Les capitalistes et leurs avocats s'efforcent, par tous les moyens, de dissimuler aux yeux du peuple comme aux yeux du fisc, le degré réel de la concentration des richesses. La presse bourgeoise, au mépris de l'évidence, s'efforce toujours de maintenir l'illusion d'une répartition "démocratique" des capitaux investis. Le *New-York Times*, voulant réfuter les marxistes, signale qu'il y a de trois à cinq millions d'employeurs isolés. Les sociétés anonymes, il est vrai, représentent une plus grande concentration de capital que les trois à cinq millions de patrons individuels, mais les États -Unis comptent "un demi-million de sociétés".

Ces jongleries avec des sommes globales et des moyennes ont pour but, non d'éclairer, mais de cacher la vraie nature des choses. Depuis le commencement de la guerre jusqu'en 1923, le nombre des usines et des fabriques des États-Unis tomba de l'indice 100 à 98.7, tandis que la masse de la production industrielle montait de l'indice 100 à 156,3. Pendant les années de grande prospérité (1923-1929), alors qu'il semblait que tout le monde était en train de devenir riche, l'indice du nombre des établissements tomba de 100 à 93.8, tandis que la production montait de 100 à 113. Cependant, la concentration des établissements industriels, limitée par leur corps matériel encombrant, reste loin en arrière de la concentration de leurs âmes, c'est-à-dire de leur propriété.

En 1929, les États-Unis comptaient réellement plus de 300.000 sociétés, comme le *New-York Times* le signale correctement. Il faut seulement ajouter que 200 d'entre elles, c'est-à-dire 0,07 % du nombre total, contrôlaient directement 49,2 % des fonds de toutes les sociétés. Quatre ans plus tard, cette proportion était déjà montée à 56 % ; et, pendant les années de l'administration de Roosevelt, elle a certainement augmenté encore. Or, parmi ces 200 sociétés anonymes dirigeantes, la domination réelle appartient à une petite minorité 161.

Les mêmes processus peuvent être observés dans les banques et les assurances. Cinq des plus grandes sociétés d'assurances des États-Unis ont absorbé, non seulement les autres compagnies d'assurances, mais aussi plusieurs banques. Le nombre total des banques décroît par l'absorption des plus petites par les plus grandes, principalement sous la forme de ce qu'on appelle les "mergers" (fusions). Ce processus s'accélère rapidement. Au-dessus des banques s'élève l'oligarchie des super-banques. Le capital bancaire fusionne avec le capital industriel sous la forme de super-capital financier. En supposant que la concentration de l'industrie et des banques doive continuer au même rythme que pendant le dernier quart de siècle, – en fait ce rythme s'accélère – au cours du prochain quart de siècle, les hommes des trusts auront accaparé toute l'économie du pays.

Nous avons ici recours aux statistiques des États-Unis pour la seule raison qu'elles sont plus exactes et plus saisissantes. Dans son essence, le processus de concentration revêt un caractère international. A travers les différentes étapes du capitalisme, à travers toutes les phases des cycles conjoncturels, à travers tous les régimes politiques, à travers les périodes de paix comme à travers celles de conflits armés, le processus de concentration de toutes les grandes fortunes en un nombre de mains toujours plus petit s'est poursuivi et se poursuivra jusqu'à la fin. Pendant les années de la grande guerre, alors que les nations étaient saignées à mort, alors que les systèmes fiscaux roulaient à l'abîme, entraînant avec eux les classes moyennes, les hommes des trusts ramassaient des bénéfices sans précédent dans le sang et la boue. Les plus grandes sociétés des États-Unis, pendant les années de guerre, doublèrent, triplèrent, quadruplèrent, décuplèrent leur capital et gonflèrent leurs dividendes de 300 %, 400 %, 900 %, et même davantage.

En 1840, huit ans avant la publication par Marx et Engels du *Manifeste du Parti communiste*, l'écrivain français bien connu Alexis de Tocqueville écrivait dans un livre intitulé *La Démocratie en Amérique* : "La grande fortune tend à disparaître, les petites fortunes tendent à se multiplier". Cette affirmation a été répétée d'innombrables fois, d'abord à propos des États-Unis, ensuite à propos d'autres jeunes démocraties, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Certes, l'opinion de Tocqueville était déjà fautive de son temps.

Cependant la véritable concentration des richesses ne commença qu'après la guerre civile américaine, à la veille de laquelle Tocqueville mourut. Au commencement de ce siècle, 2 % de la population des Etats-Unis possédaient déjà plus de la moitié de la fortune totale du pays ; en 1929, ces 2 % possédaient les 3/5 de la fortune nationale. A la même époque, 36.000 familles riches jouissaient d'un revenu aussi grand que 11 millions de familles moyennes et pauvres. Pendant la crise de 1929- 1933, les trusts n'eurent pas besoin de faire appel à la charité publique ; au contraire, ils s'élevèrent toujours plus haut au-dessus du déclin général de l'économie nationale. Pendant le précaire renouveau industriel qui suivit, suscité par le New Deal, les hommes des trusts réalisèrent de nouveaux profits. Le nombre des chômeurs tomba, dans le meilleur des cas, de 20 à 10 millions ; pendant le même laps de temps, le gratin de la société capitaliste, 6.000 personnes au maximum, faisait des bénéfices fantastiques. C'est ce que l'avocat général Robert H. Jackson, lors de son passage au poste de procureur général adjoint anti-trust, révéla, chiffres à l'appui.

Mais le concept abstrait de "*capital monopoleur*" acquiert pour nous chair et sang. Ce qu'il signifie, c'est qu'une poignée de familles¹⁶², rassemblées par les liens de la parenté et des intérêts communs en une oligarchie capitaliste fermée, disposent du destin économique et politique d'une grande nation. Il faut reconnaître que la loi de la concentration énoncée par Marx a puissamment fonctionné.

¹⁶¹ Une commission du sénat des Etats-Unis a constaté, en février 1937, que, pendant les vingt dernières années, les décisions des douze plus grandes sociétés équivalaient à des ordres pour la plus grande partie de l'industrie américaine. Le nombre des présidents des conseils d'administration de ces compagnies est à peu près le même que le nombre des membres du cabinet du président des Etats-Unis, le pouvoir exécutif du gouvernement républicain. Mais ces présidents sont infiniment plus puissants que les membres du cabinet.

¹⁶² L'écrivain américain Ferdinand Lundberg, qui est plutôt, en dépit de toute son honnêteté scientifique, un économiste conservateur, a écrit, dans un livre qui a suscité un grand émoi : "*Les Etats-Unis sont aujourd'hui accaparés et dominés par une hiérarchie de 60 familles très riches, appuyées par tout au plus 60 familles moins riches.*" A ces deux groupes, il faudrait ajouter un troisième échelon d'environ autres familles dont le revenu dépasse cent millions de dollars par an. La position dominante appartient au premier groupe de 60 familles, qui, non seulement domine le marché, mais aussi tient les leviers du gouvernement. Elles constituent le véritable gouvernement, "*le gouvernement de l'argent dans une démocratie du dollar*".